



CLIMATE
CHANGE
2019

OBSERVATOIRE MONDIAL
DE L'ACTION CLIMAT
NON-ÉTATIQUE

CAHIER FINANCE

SECTEUR FINANCIER
ET CHANGEMENT CLIMATIQUE
BILAN 2019



FINANCE
FOR TOMORROW
by Paris Europlace



**PUBLIÉ PAR L'ASSOCIATION CLIMATE CHANCE
& FINANCE FOR TOMORROW - NOVEMBRE 2019**

Citation

**CLIMATE CHANCE & FINANCEFORTOMORROW (2019),
« CAHIER FINANCE » SECTEUR FINANCIER ET CHANGEMENT
CLIMATIQUE - BILAN 2019
OBSERVATOIRE MONDIAL DE L'ACTION CLIMAT NON-ÉTATIQUE**

Le texte de la présente publication peut être reproduit en tout ou en partie à des fins pédagogiques et non lucratives sans autorisation spéciale de la part du détenteur du copyright, à condition de faire mention de la source.

Les données utilisées sont de la responsabilité de la source citée, l'Association Climate Chance ne peut être tenue responsable de leur inexactitude.

AUTEURE

Maria Scolan

DIRECTEURS DE LA PUBLICATION

Ronan Dantec, *président de Climate Chance*

Pierre Ducret, *président par intérim de Finance for Tomorrow*

CRÉATION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Elaine Guillemot — WWW.LATELIERDELESTUAIRE.COM

TRADUCTION ANGLAISE

Rachel Zerner

Secteur financier et changement climatique • bilan 2019 •

Événements marquants



Suivant l'exemple des banques publiques de développement quelques investisseurs et banques privées, le plus souvent réunis en coalitions, se sont engagés, depuis la fin 2018, à mettre en place des stratégies d'alignement de leurs activités sur les objectifs de l'accord de Paris. Les méthodes pour mettre en œuvre ces démarches de long terme en sont à leurs prémices.



Le financement de la transition du secteur énergétique reste insuffisant les investissements devraient doubler dans les énergies renouvelables pour être conformes à l'accord de Paris. Les financements bancaires aux énergies fossiles ne déclinent pas, sauf pour le charbon envers lequel le désinvestissement s'étend. La pression des investisseurs commence à pousser les secteurs très émetteurs, notamment le secteur Pétrole et gaz, à prendre mieux en compte les enjeux climatiques dans leurs stratégies.



L'offre de produits financiers verts, tels que les obligations, les fonds d'investissements, les prêts continue de croître, mais reste encore faiblement accessible aux épargnants individuels.



Sur le terrain des politiques financières l'Union européenne a progressé dans la déclinaison de son plan d'action pour une finance durable qui devrait notamment voir l'adoption d'une taxonomie des actifs verts. Un nombre croissant d'autorités de supervision du secteur financier mène des travaux d'intégration des risques climat dans leurs travaux.



Les financements Nord/Sud pour le climat ont atteint 71,2 milliards de dollars en 2017, contre 58,6 en 2016. La 1^{ère} campagne de refinancement du Fonds vert pour le Climat, lancée en 2019 a obtenu 9,8 milliards de dollars de nouvelles promesses de contributions pour les quatre ans à venir, provenant de 27 pays. La Chine a entamé en 2019 un processus de verdissement de son programme international « Routes de la soie ».

SOMMAIRE

- 1 L'ÉMERGENCE DE POLITIQUES D'ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS
- 2 MOYENS D'ACTION : L'ENGAGEMENT COLLECTIF DES INVESTISSEURS COMMENCE À PORTER SES FRUITS
- 3 FINANCEMENTS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : ENCORE LOIN D'UN ALIGNEMENT
- 4 L'OFFRE DE PRODUITS ET D'OUTILS DE FINANCEMENT VERTS CROIT ET SE DIVERSIFIE
- 5 RÉGULATION ET SUPERVISION FINANCIÈRE
- 6 LES ENGAGEMENTS FINANCIERS INTERNATIONAUX

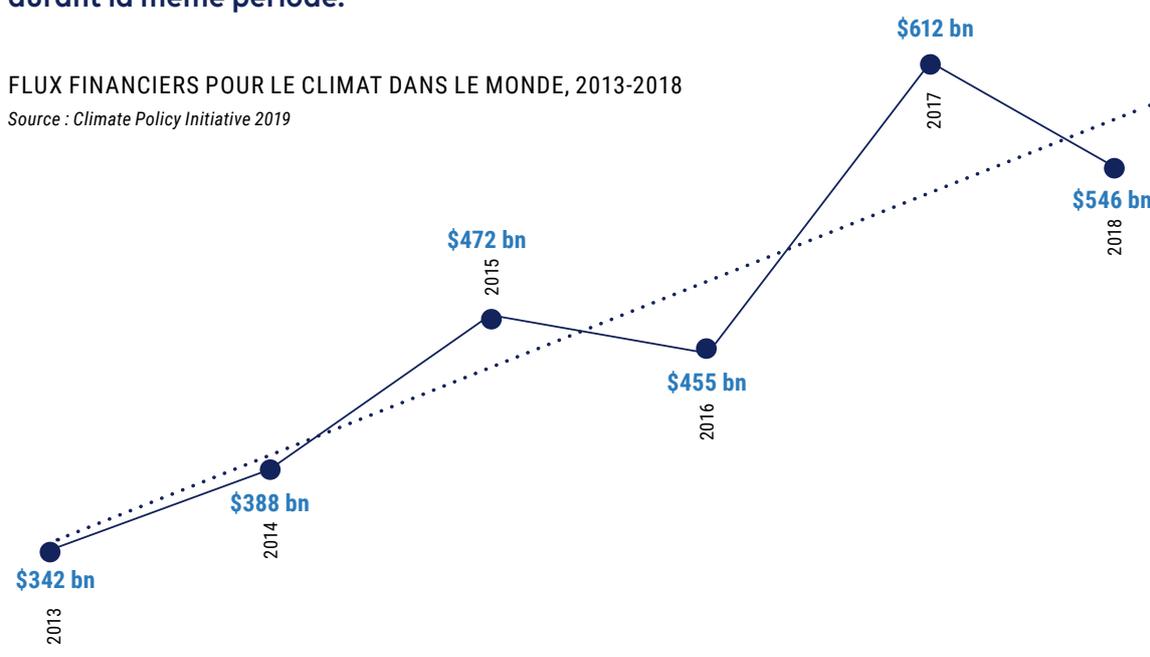
Introduction

Le rapport *Climate Chance* de 2018¹ sur le secteur financier faisait un recensement complet des leviers d'action pour le climat des acteurs, métier par métier, et évaluait l'ampleur de la mobilisation du secteur par rapport aux besoins de financement. Cette analyse et ces résultats restent largement pertinents en 2019. L'évolution quantitative des financements depuis cette publication est soit faible, soit manquante. La présente note d'analyse a donc pour but de décrire les initiatives prises cette année et de rappeler les ordres de grandeur les plus récents.

Le secteur financier, qu'il soit public ou privé, n'est pas le seul à financer la réorientation de l'économie vers un modèle peu émetteur de carbone et résilient aux changements climatiques, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. Ce financement relève aussi des Etats et des collectivités territoriales, des entreprises et des ménages. Pour autant, les acteurs financiers disposent d'une capacité de décision pour une grande partie des projets d'investissement. Leur mobilisation est donc déterminante.

Flux mondiaux de financement pour le climat

Selon l'édition 2019 du panorama mondial de la Climate Policy Initiative², les flux financiers en faveur du climat ont cru en moyenne de 25 % par an ces quatre dernières années. La baisse constatée en 2018 est attribuée à des changements réglementaires en Asie, au ralentissement de la croissance mondiale et à la réduction significative des coûts des énergies renouvelables. Les estimations d'investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris vont de 1,5 à 3,8 trillions de dollars par an. Les financements publics représentent 44 % des financements et les financements privés 56 %. Les banques privées jouent un rôle croissant, leur financement ont cru de 51 % de 2015/2016 à 2017/2018. Les financements des investisseurs institutionnels ont également été multipliés par quatre durant la même période.



1 Climate Chance Observatoire 2018 de l'action climatique : https://www.climate-chance.org/wp-content/uploads/2018/12/cahier_3_fr_climatechance_finance4tomorrow_implication-des-acteurs-de-la-finance.pdf

2 Climate Policy Initiative 2019 : <https://climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2019/11/GLCF-2019.pdf>

1 L'émergence de politiques d'alignement sur les objectifs de l'accord de Paris

Aligner ses activités sur les objectifs de l'accord de Paris constitue l'engagement le plus avancé que peuvent prendre les acteurs financiers pour agir en faveur de la transition bas carbone et cesser d'agir à son encontre. Cela consiste à contribuer à limiter le réchauffement mondial à 2°C et si possible 1,5°C, et parvenir à zéro émission nette d'ici 2050. Ce type d'engagement global a été initié par les banques publiques de développement en 2017 et fait son apparition dans la sphère de la finance privée en 2018, où il est encore largement minoritaire. Un tel alignement suppose de mettre en place des méthodes pour y parvenir en suivant des trajectoires de réductions d'émissions à long terme, si possible avec des cibles intermédiaires du court et moyen termes. Des travaux de recherche et des outils pour aligner les décisions avec une trajectoire 2°C se multiplient. Les coalitions d'acteurs financiers qui s'engagent à un tel alignement prévoient également de mener des travaux méthodologiques communs.

• **LES BANQUES MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT** • qui ont consacré en 2018³ 43 milliards de dollars en faveur du climat, soit 22 % de plus qu'en 2017, se sont engagées⁴, en septembre 2019 lors du Climate Summit des Nations Unies, à accroître leurs financements en faveur du climat de 50 % d'ici à 2025, à doubler leurs financements à l'adaptation et à accroître leur levier sur les financements privés. Suite à l'adoption de principes communs pour aborder la question de l'alignement, elles s'engagent à publier l'impact de l'ensemble de leurs activités sur le climat selon une méthode partagée qui devrait être adoptée fin 2019.

• **LES AUTRES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT** • regroupées au sein de l'International Development Finance Club, IDFC, ont consacré 22 % de leurs financements au climat soit 134 milliards de dollars, en baisse sensible par rapport à 2017⁵, en raison de contextes nationaux variés. Elles s'engagent néanmoins à consacrer plus d'un trillion de dollars pour le climat d'ici à 2025. L'IDFC continue ses travaux sur l'alignement avec l'accord de Paris et a confié aux think tanks I4CE et CPI un travail de recherche sur le sujet⁶.

• **PARTI DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS** • 2019 a vu le lancement d'une alliance d'investisseurs, la Net-Zero Asset Owner Alliance, menée par le réseau des Principles for Responsible Investments (PRI) et l'UNEP FI, s'engageant à aligner leurs portefeuilles sur un scénario de réchauffement à 1,5°C pour parvenir à zéro émission nette de leurs portefeuilles en 2050⁷. La coalition regroupe, à son

3 Joint report on multilateral development banks' climate finance 2018: <http://documents.worldbank.org/curated/en/247461561449155666/pdf/Join-Report-on-Multilateral-Development-Banks-Climate-Finance-2018.pdf>

4 High level MDBs statement on climate change: <https://www.eib.org/attachments/press/joint-mdb-statement-climate-change-finance-un-climate-summit-2019-en.pdf>

5 IDFC contribution to climate action, sept 2019. <https://www.idfc.org/wp-content/uploads/2019/09/official-idfc-communique-vdef21-09-2019-22h50-cet.pdf>

6 Aligning with the Paris Agreement I4CE/CPI Sept 2019: https://www.i4ce.org/wp-core/wp-content/uploads/2019/09/I4CE_CPI_ESjoint_Aligning_with_the_Paris_Agreement.pdf

7 <https://www.unepfi.org/net-zero-alliance/>

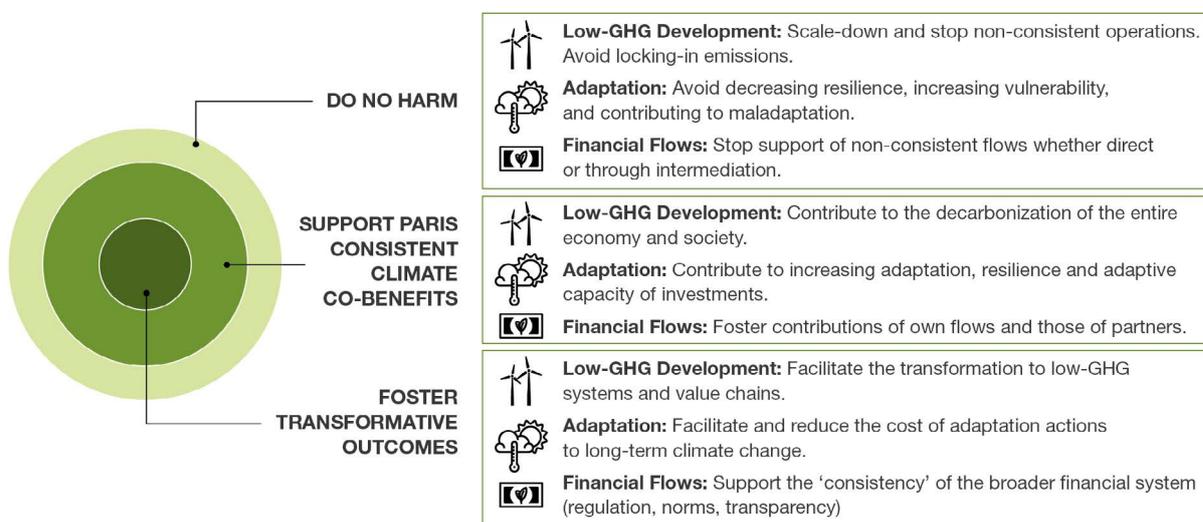
lancement en septembre 2019, une dizaine d'investisseurs fondateurs : Allianz, Caisse des Dépôts, La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), Folksam Group, PensionDanmark, SwissRe, Alecta, AMF, CalPERS, Nordea Life and Pension, Storebrand et Zurich et a vocation à s'étendre.

• **DES BANQUES COMMERCIALES** • soit à titre individuel soit dans le cadre d'initiatives collectives, ont aussi pris de tels engagements. Par leur engagement de Katowice⁸ pris lors de la COP24 fin 2018, cinq banques européennes, BBVA, BNP Paribas, ING, Société générale et Standard Chartered, ont décidé de travailler ensemble à l'élaboration de méthodes leur permettant d'aligner leurs portefeuilles de prêts. L'initiative regroupe désormais une trentaine de banques, qui souhaitent rendre opérationnelle leur signature des Principes for responsible banking (PRB)⁹, lancés par l'UNEP Finance Initiative lors du Climate Summit du 23 septembre 2019. Ces principes de banque responsable ont été endossés par 130 banques représentant le tiers du secteur à l'échelle mondiale. Ils engagent leurs signataires à aligner leurs activités avec les objectifs de l'accord de Paris et les Objectifs de développement durable, en se fixant des objectifs d'impacts et en rendant publique régulièrement l'évolution de leur performance.

Les politiques d'alignement sur les objectifs de l'accord de Paris sont parfois mal comprises par certains observateurs, qui redoutent que les acteurs financiers reportent l'action à 2050. C'est une vision sommaire. S'aligner sur l'accord de Paris suppose de peser les impacts positifs et négatifs de toutes les activités et de les réorienter progressivement dès maintenant et dans la durée. Le cadre proposé par I4CE¹⁰ permet une approche théorique et pratique utilisable par toute la communauté financière :

FIGURE 1

SCHÉMA CIBLE D'ALIGNEMENT SUR L'ACCORD DE PARIS . Source : I4CE 2019



©I4CE

8 The Katowice commitment https://group.bnpparibas/uploads/file/katowice_commitment_letter.pdf

9 Sustainable banking principles <https://www.unepfi.org/news/industries/banking/130-banks-holding-usd-47-trillion-in-assets-commit-to-climate-action-and-sustainability/>

10 Voir I4CE : https://www.i4ce.org/what_alignment_mean/

2 Moyens d'action : l'engagement collectif des investisseurs commence à porter ses fruits

Lancée fin 2017, l'initiative Climate Action 100+ regroupe en 2019 370 investisseurs institutionnels cumulant plus de 35 milliards de dollars d'actifs et vise à inciter, par l'engagement actionnarial, les 100 entreprises les plus émettrices au monde et 61 autres compagnies critiques, à réduire leurs émissions et à être plus transparentes sur le sujet du climat. Cet engagement actionnarial consiste à nouer un dialogue avec le management des entreprises et à voter des résolutions en assemblées générales d'actionnaires. La campagne 2018-2019 a notamment ciblé de grandes compagnies du secteur pétrole et gaz. Elle a été fructueuse auprès de Shell, BP et Equinor, qui se sont engagées à aligner leurs stratégies sur un scénario compatible avec l'accord de Paris. Elle a en revanche échoué auprès d'Exxon. Le premier bilan est assez positif¹¹. Il fournit une photo incomparable de l'action climatique des entreprises cibles qui ont encore beaucoup à faire. Si 70 % des entreprises ciblées ont des objectifs de long terme de réduction de leurs émissions, seuls 9 % ont des objectifs en ligne avec l'accord de Paris. L'initiative ne fait que commencer et ses priorités définies pour la suite portent sur l'arrêt du lobbying négatif des entreprises et de leurs organisations professionnelles, la fixation d'objectifs clairs de réduction d'émissions sur plusieurs échelles de temps et la transparence accrue, selon les recommandations de la TCFD.

ENCADRÉ 1

LES ACTEURS FINANCIERS À LA RECHERCHE D'UNE PLUS GRANDE TRANSPARENCE DE L'ÉCONOMIE

Pour mieux orienter les flux de capitaux vers une économie bas carbone et permettre aux acteurs financiers de prendre des décisions plus éclairées, la transparence de l'économie sur les questions climatiques doit être améliorée. À la suite des recommandations qu'elle a publiées en 2017, la Task force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD) constatait à la mi-2019 que la transparence a fait des progrès indéniables mais insuffisants¹². Pour accroître la transparence des entreprises sur leurs stratégie, gouvernance, gestion des risques et données chiffrées liées au climat, une coalition de grands investisseurs¹³ ainsi qu'une coalition de banques centrales et de superviseurs financiers¹⁴, lancée en 2018, demandent aux entreprises de développer leur reporting selon les recommandations de la TCFD.

¹¹ Climate action 100+ Progress report 2019 : <https://climateaction100.wordpress.com/progress-report/>

¹² TCFD: 2019 Status Report <https://www.fsb-tcfd.org/wp-content/uploads/2019/06/2019-TCFD-Status-Report-FINAL-053119.pdf>

¹³ CDP non disclosure campaign 2019 <https://www.cdp.net/en/investor/engage-with-companies/non-disclosure-campaign>

¹⁴ Network for greening the financial system <https://www.banque-france.fr/node/50628>

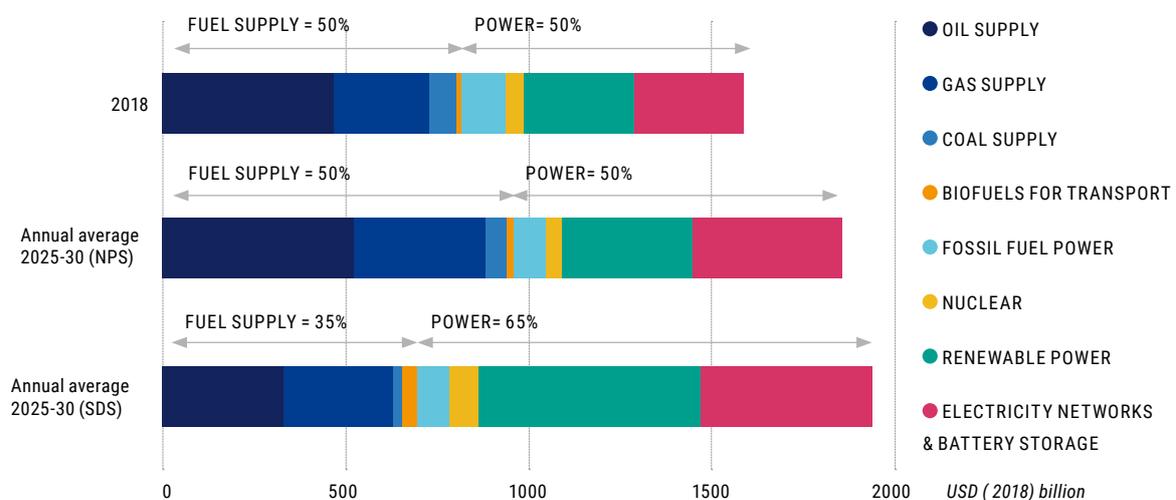
3 Financements de la transition énergétique : encore loin d'un alignement

Si les données manquent pour rendre compte d'une réorientation des financements à l'économie, l'observation des financements au secteur crucial de l'énergie montre qu'on est encore loin de l'alignement sur l'accord de Paris.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, AIE¹⁵, les investissements mondiaux dans les énergies bas carbone sont restés relativement stables en 2018 à environ 620 milliards de dollars et n'ont représenté qu'environ 35 % du total des investissements dans l'énergie. Pour être conformes à son scénario le plus exigeant, que l'Agence considère aligné sur les objectifs de l'Accord de Paris – le scénario de développement durable (SDS) – les investissements en énergies renouvelables devraient être multipliés par 2,5 et atteindre 65 % en 2030.

FIGURE 2

INVESTISSEMENTS MONDIAUX EN OFFRE D'ÉNERGIE PAR SECTEUR EN 2018 COMPARÉS AUX BESOINS D'INVESTISSEMENTS ANNUELS MOYENS PAR SCÉNARIO. *Source : AIE 2019*



Note: NPS = New Policies Scenario; SDS= Sustainable Development Scenario. Oil & gas supply includes upstream, midstream and downstream investment

À l'inverse pour soutenir une telle trajectoire, les investissements pétroliers devraient diminuer plus nettement, ceux dans le gaz sont insuffisants tandis que dans le charbon, ils excèdent encore largement les niveaux souhaités. L'efficacité énergétique dans le transport et le chauffage – plus de la moitié des émissions de GES – souffre d'un relatif défaut de politiques et dans ces domaines d'investissements de petite taille, les projets suscitent trop peu l'intérêt des banques.

15 International energy Agency, World Energy Investment 2019, <https://webstore.iea.org/world-energy-investment-2019>

• LES ÉNERGIES FOSSILES CONTINUENT DE TROUVER LEURS FINANCEMENTS BANCAIRES •

Dans son édition 2019, le « Fossil Fuel Finance Report Card »¹⁶ constate que les financements aux énergies fossiles des 33 plus grandes banques mondiales ne connaissent pas d'infléchissement. Ils ont atteint 654 milliards de dollars en 2018, contre 646 en 2017. Pourtant, certaines de ces banques ont mis en place des politiques restrictives ou d'exclusion : 21 dans le charbon, 10 pour les sables bitumineux, et 1, BNP Paribas, couvrant également la fracturation hydraulique et le gaz naturel liquéfié. L'effet de ces restrictions reste, comme l'an dernier, largement contrecarré principalement par l'absence d'engagement des autres banques.

Si la plupart des banques de développement ont mis en place une politique énergétique comportant des restrictions sur les énergies fossiles, la plus impressionnante vient d'être publiée par la Banque européenne d'investissement (BEI) en novembre 2019, par laquelle elle annonce qu'elle ne financera plus le charbon, le pétrole et le gaz naturel d'ici la fin 2021¹⁷.

• LE DÉSINVESTISSEMENT DEVIENT UNE NORME POUR LE CHARBON ET S'ÉTEND AU SECTEUR PÉTROLE ET GAZ •

Selon le mouvement Fossil Free, plus de 1100 investisseurs, de types et tailles divers, ont désinvesti des énergies fossiles pour 11 trillions de dollars entre 2014 et 2019¹⁸. Le désinvestissement du charbon est le plus répandu. Il accompagne l'engagement d'un nombre croissant d'États de sortir le charbon de leur mix énergétique¹⁹ et il est désormais prôné par les grands réseaux internationaux d'investisseurs engagés pour le climat²⁰. Le désinvestissement du pétrole et gaz, jusqu'à lors limité aux petits investisseurs engagés tels que des philanthropies, s'étend à quelques grands investisseurs institutionnels, sous forme d'exclusions partielles. Le fonds souverain norvégien, notamment, a décidé en 2019 d'exclure les entreprises d'extraction et de production de son portefeuille²¹.

Pour avoir des effets économiques sur les entreprises privées du secteur, le désinvestissement doit être massif et généralisé. C'est sans doute le cas pour le charbon. C'est désormais considéré comme un risque par les compagnies pétrolières et gazières qui doivent de plus en plus prouver leur légitimité sociale (*license to operate*).

16 Banking on climate change 2019:

https://www.banktrack.org/article/banking_on_climate_change_fossil_fuel_finance_report_card_2019

17 <https://www.eib.org/en/press/all/2019-313-eu-bank-launches-ambitious-new-climate-strategy-and-energy-lending-policy>

18 \$11 trillion and counting 2019 : https://financingthefuture.platform350.org/wp-content/uploads/sites/60/2019/09/FF_11Trillion-WEB.pdf

19 Powering past coal alliance: https://poweringpastcoal.org/about/Powering_Past_Coal_Alliance_Members

20 Investor agenda: <https://theinvestoragenda.org/>

21 Norway Ministry of Finance Press release 2019: <https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/phaseout-of-exploration-and-production-companies-from-the-gpfg/id2662141/>

4 L'offre de produits et d'outils de financement verts croit et se diversifie

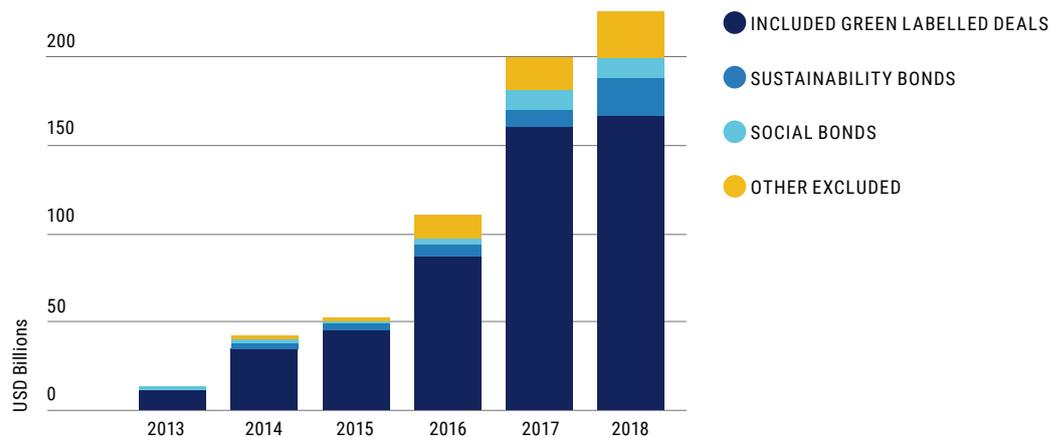
Pour répondre aux besoins des acteurs économiques et financiers, qu'ils soient émetteurs ou investisseurs, les produits financiers verts permettent d'identifier les actifs verts financés ainsi que leurs impacts au regard des objectifs environnementaux et sociaux poursuivis.

• **LA STABILITÉ DU MARCHÉ DES OBLIGATIONS VERTES EN 2018** • a été compensée par le développement des obligations « durables », c'est-à-dire qui combinent objectifs sociaux et environnementaux. Le volume d'émission d'obligations vertes et durables a atteint 188,3 milliards de dollars en 2018 selon la CBI²².

FIGURE 3

DIVERSIFICATION CROISSANTE DES LABELS AU-DELÀ DES OBLIGATIONS VERTES

Source : CBI 2019



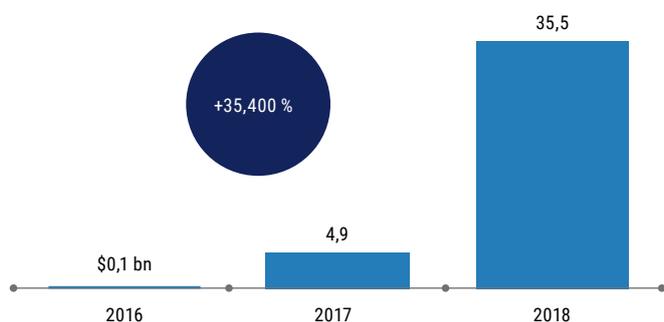
• **LE MARCHÉ DES PRÊTS DURABLES, ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX** • a décollé en 2018, à la faveur de l'adoption de principes volontaires encadrant leur définition²³. Selon BloombergNEF, ils représentaient 35,5 milliards de dollars fin 2018.

22 Climate bonds initiative 2019 : https://www.climatebonds.net/files/reports/2018_green_bond_market_highlights.pdf

23 Green loan principles: https://www.lma.eu.com/application/files/9115/4452/5458/741_LM_Green_Loan_Principles_Booklet_V8.pdf
et Sustainability linked loan principles: https://www.lma.eu.com/application/files/8015/5307/4231/LMA_Sustainability_Linked_Loan_Principles.pdf

FIGURE 4**ÉMISSIONS DE PRÊTS D'ENTREPRISES VERTS ET DURABLES (EN MILLIARDS DE DOLLARS)**

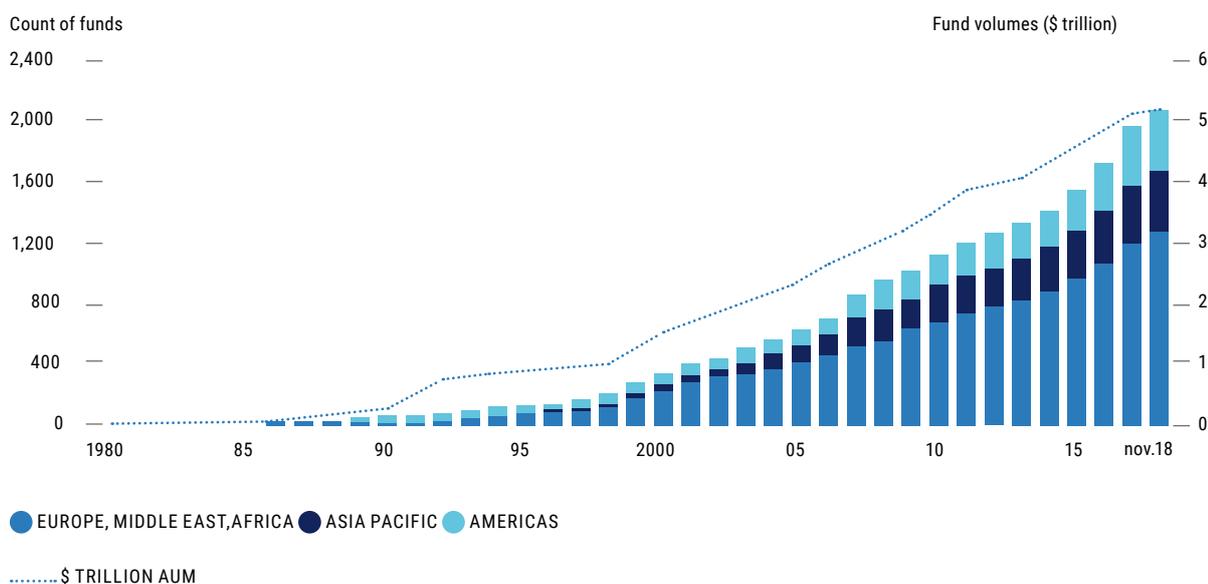
Source : Bloomberg LP, BloombergNEF



• **ENFIN LES FONDS D'INVESTISSEMENT À THÉMATIQUES VERTES ET DURABLES** • se multiplient et leur encours ne cesse de croître. Plus de 2 000 fonds verts ou à thématique environnementale et durables représentaient fin 2018, 5 trillions de dollars d'actifs sous gestion, selon BloombergNEF.

FIGURE 5**ÉMISSIONS DE FONDS VERTS, ESG ET À THÉMATIQUES DURABLES VOLUME (TRILLIONS DE DOLLARS) ET NOMBRE**

Source BloombergNEF, Bloomberg LP



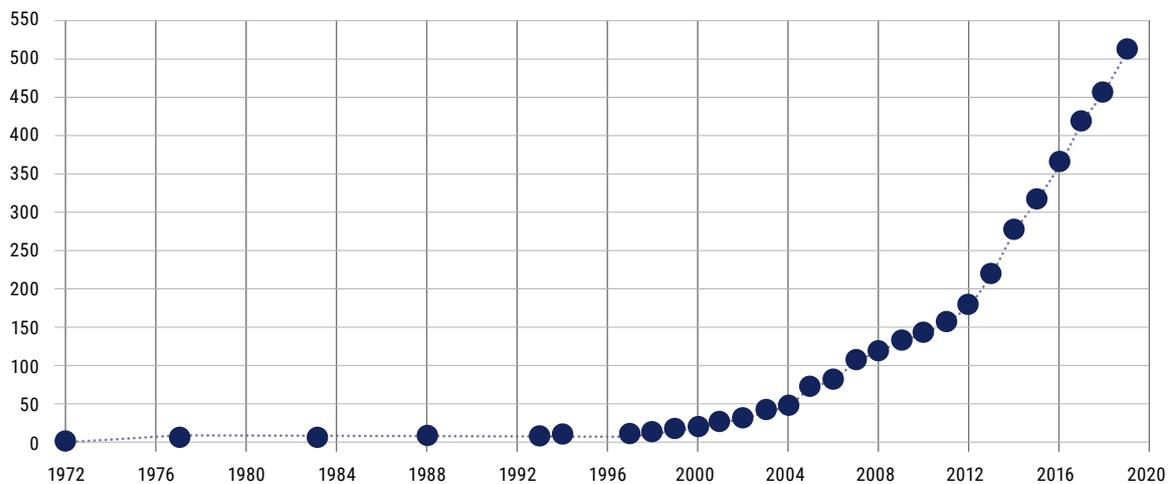
Un débat a vu le jour sur la question des produits financiers de « transition », qui sans être parfaitement alignés sur les objectifs de l'accord de Paris, contribuent néanmoins à la trajectoire des émetteurs vers un modèle plus vert. Il serait important que l'apparition de tels outils ne soit pas source de confusion et de controverse sur les marchés des produits financiers verts. Néanmoins, étendre les principes de transparence acquis sur ces marchés, sur l'usage des fonds levés, l'impact des actifs financés, et surtout sur la stratégie d'alignement des émetteurs, ne peut être que bénéfique. À suivre.

5 Régulation et supervision financière

Les politiques financières durables poursuivent leur développement. Les Principales for Responsible Investments (PRI) ont dénombré 80 nouvelles réglementations pour la seule année 2019²⁴.

FIGURE 6

NOMBRE DE POLITIQUES PUBLIQUES LIÉES À L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE DANS LES 50 PLUS GRANDES ÉCONOMIES DANS LE TEMPS. *Source: UNPRI 2019*



²⁴ <https://www.unpri.org/sustainable-markets/regulation-map>

• **L'ANNÉE 2018 A ÉTÉ MARQUÉE PAR L'AVANCÉE DU PLAN D'ACTION EUROPÉEN POUR UNE FINANCE DURABLE** • Comportant trois mesures législatives, il est, fin 2019, en cours de déploiement et d'adoption politique.

Il prévoit l'adoption d'une taxonomie des actifs verts, une plus grande transparence du secteur financier, mais aussi des entreprises, sur leurs impacts liés au climat, la création d'indices verts, de labels pour les obligations vertes et les produits d'investissements.

C'est avec les lignes directrices chinoises adoptées en 2016, de verdissement du secteur financier, le plan le plus ambitieux au monde.

• **LE RÉSEAU DES SUPERVISEURS FINANCIERS, NETWORK FOR GREENING THE FINANCIAL SYSTEM (NGFS)** • créé en 2018 réunit fin 2019 34 banques centrales et superviseurs. Il a publié ses premiers travaux, notamment un rapport-somme où il préconise 6 mesures que les banques centrales, superviseurs et gouvernements pourraient prendre pour lutter contre les risques financiers liés au changement climatique²⁵.

• **UNE COALITION DE MINISTRES DES FINANCES POUR LE CLIMAT**²⁶ • animée par la Banque mondiale, a été lancée en avril 2019, regroupant fin 2019 plus de 25 membres. Fédérée par six principes les « Helsinki principes », elle promeut l'échange de meilleures pratiques de prise en compte du climat à travers les budgets publics et les politiques fiscales.

• **LE RÉSEAU INTERNATIONAL DE PLACES FINANCIÈRES DURABLES** • Financial centers for sustainability network (FC4S)²⁷, lancé fin 2017, s'étend fin 2019 à 30 membres dont 5 places financières africaines. S'il est d'abord un lieu d'échange d'expérience à l'échelle internationale, il témoigne aussi de la structuration des acteurs financiers locaux autour d'ambitions communes d'expansion de la finance verte et durable.

• **POUR ARTICULER CES 3 INITIATIVES** • entre autres et créer des convergences internationales, l'Union européenne a annoncé la création d'une plateforme internationale avec 10 pays tiers dont la Chine.

25 A call for action Climate change as a source of financial risk, NGFS April 2019: https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2019/04/17/ngfs_first_comprehensive_report_-_17042019_0.pdf

26 <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2019/04/13/coalition-of-finance-ministers-for-climate-action>

27 FC4S: <https://www.fc4s.org/>

6 Les engagements financiers internationaux

Afin d'accompagner l'entrée en vigueur de l'accord de Paris en 2020 par des ambitions accrues, le secrétaire général des Nations Unies a organisé le 23 septembre 2019 un Sommet Action Climat. Entre autres annonces²⁸, douze pays ont promis de nouveaux financements au Fonds vert pour le climat. La Chine, qui était très attendue, n'a pas annoncé de modification de sa contribution nationale (NDC) mais pris un engagement financier pour la biodiversité.

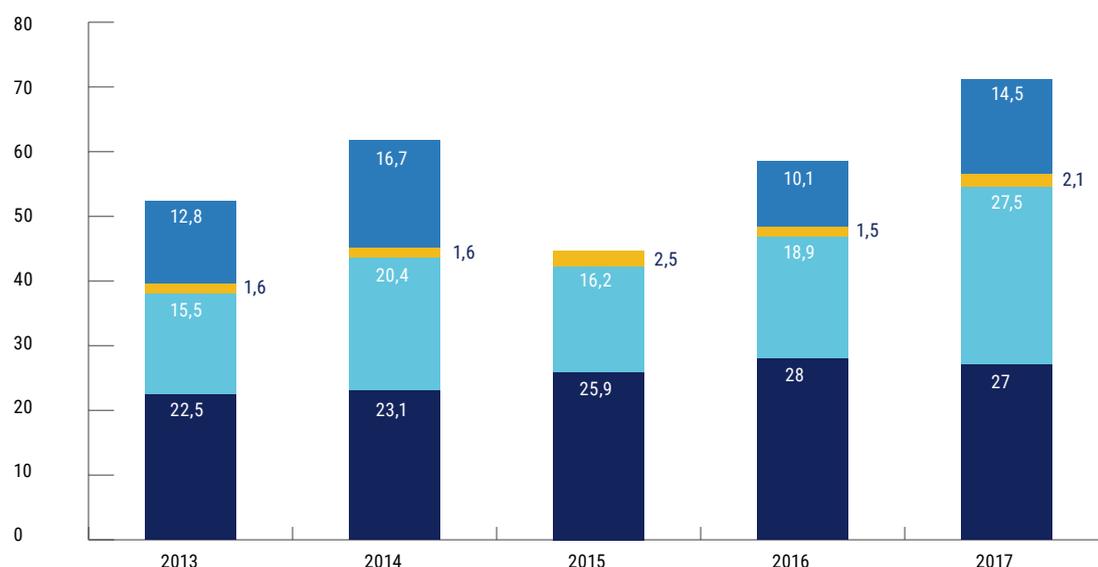
• PROMESSE DES 100 MILLIARDS DE DOLLARS ANNUELS DE FINANCEMENTS NORD/SUD •

Le sujet des transferts internationaux de financements en faveur du climat reste primordial dans le cadre de la négociation climatique. Les pays développés se sont engagés à porter ces financements à 100 milliards de dollars par an en 2020. L'OCDE estime²⁹ que les flux ont atteint 71,2 milliards en 2017, contre 58,6 milliards en 2016. La promesse pourra être atteinte, si les financements publics et leur effet d'entraînement sur les financements privés sont encore accrus.

FIGURE 7

FINANCE CLIMAT FOURNIE ET MOBILISÉE PAR LES PAYS DÉVELOPPÉS

Source : OCDE



- FINANCEMENTS PRIVÉS MOBILISÉS (ESTIMATION)
- CRÉDITS EXPORT
- FINANCEMENTS MULTILATÉRAUX (ESTIMATION)
- FINANCEMENTS BILATÉRAUX

28 Climate action Summit 2019 Press release 23 September 2019 https://www.un.org/en/climatechange/assets/pdf/CAS_closing_release.pdf

29 <https://www.oecd.org/newsroom/climate-finance-for-developing-countries-reached-usd-71-billion-in-2017.htm>

• LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT EST RELANCÉ •

Outil privilégié de financement des pays en développement, le Fonds vert pour le climat, opérationnel depuis 2015, est en passe de surmonter ses défauts de gouvernance et a lancé en 2019 sa première campagne de renouvellement de ses ressources (*replenishment*). En octobre, il a obtenu 9,8 milliards de dollars de nouvelles promesses de contributions pour les quatre ans à venir, provenant de 27 pays³⁰. En septembre 2019, il avait approuvé 5,2 milliards de dollars d'engagement vers 111 projets représentant, grâce aux co-financements, une valeur de 18,7 milliards de dollars³¹. Les entités nationales ayant un accès direct au fonds restent minoritaires, tant en nombre (38 sur 88) qu'en valeur des financements engagés.

• VERDIR LES ROUTES DE LA SOIE : UNE FEUILLE DE ROUTE CONCRÈTE •

La Chine a pris l'initiative en 2019 d'entamer un verdissement de son programme de coopération internationale « Route de la soie » (One Belt One Road), critiqué pour avoir jusqu'à présent financé une large majorité de projets très émetteurs. Les 126 pays situés sur les Routes de la soie représentent 23 % du PNB mondial et environ 28 % des émissions mondiales. Leur mode de développement futur est donc crucial pour l'évolution du climat. À l'occasion du forum international des Routes de la soie, à Beijing en avril 2019, des principes de verdissement³² ont été endossés conjointement par une trentaine de banques chinoises et internationales³³. Ils ont été suivis en septembre par la première étude internationale, réalisée notamment par l'université Tsinghua de Shanghai, à proposer une feuille de route concrète³⁴ pour parvenir à ce verdissement.

Conclusion

Les initiatives et les annonces n'ont pas manqué entre 2018 et 2019 dans le secteur financier pour faire avancer la lutte contre le changement climatique. Tous ces moyens produisent-ils des résultats ? Sans aucun doute contribuent-ils à réorienter les capitaux, mais les données manquent pour la constater effectivement. Seule l'observation de l'économie réelle montre, indirectement, que la mobilisation du secteur financier reste encore insuffisante pour répondre aux objectifs de l'accord de Paris.

³⁰ <https://www.greenclimate.fund/event/pledging-conference>

³¹ GCF at a glance Sept.2019: <https://www.greenclimate.fund/publications/gcf-at-a-glan-1>

³² Green Investment Principles for the Belt and Road <http://www.gfip.org.cn/public/ueditor/php/upload/file/20181201/1543598660333978.pdf>

³³ <http://en.people.cn/n3/2019/0426/c90000-9572684.html>

³⁴ Decarbonizing the belt & road : https://www.climateworks.org/wp-content/uploads/2019/09/Decarbonizing-the-Belt-and-Road_report_final_lo-res.pdf



Climate Chance Association

Depuis 2015, l'Association Climate Chance participe à la mobilisation dans la lutte contre le dérèglement climatique. Il s'agit de la seule association internationale se proposant de réunir à égalité l'ensemble des acteurs non-étatiques reconnus par l'ONU (9 groupes d'acteurs : collectivités locales, entreprises, ONG, syndicats, communauté scientifique, représentants du monde agricole, de la jeunesse, des peuples autochtones et des femmes) pour faire émerger des priorités et propositions communes, et pour renforcer des dynamiques d'acteurs par la mise en relation (coalitions thématiques, sommets, portail de l'action).

www.climate-chance.org



Finance for Tomorrow

Finance for Tomorrow est la branche de Paris EUROPLACE lancée en juin 2017 pour faire de la finance verte et durable un élément moteur du développement de la Place de Paris et la positionner en centre financier de référence sur ces enjeux. Elle réunit plus de 70 membres signataires d'une charte commune visant à réorienter les flux financiers vers une économie bas-carbone et inclusive, en cohérence avec l'Accord de Paris et les Objectifs de Développement de Durable (ODD) de l'ONU.

www.financefortomorrow.com

